

*Questions orales*

● (1500)

*[Traduction]*

**L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports):** Monsieur le Président, l'hypocrisie du député est vraiment odieuse. Il est député ici depuis plusieurs années. Le pont existe depuis plusieurs années . . .

**Des voix:** Règlement.

**M. le Président:** Je suis sûr que le ministre acceptera de formuler ses remarques d'une autre façon.

**M. de Corneille:** Rétractez-vous.

**M. le Président:** Je suis sûr que le ministre le fera.

**M. Crosbie:** Monsieur le Président, je suis prêt à poser ma question de la façon que vous jugerez . . .

**M. Gauthier:** C'est une réponse.

**M. Crosbie:** Je suis prêt à répondre à la question de la façon que vous jugerez la plus convenable et je retire tout ce qui pourrait offenser le député.

Notre position est que ce pont existe depuis des années. C'est la première fois qu'on fait quelque chose pour étudier la situation. Un rapport a été rédigé et nous l'avons reçu. Il recommande certains changements qui coûteront au moins 5,3 millions de dollars en trois ans pour les deux ponts. Cette question a été étudiée avec l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.

On fera le nécessaire. Le député peut être assuré que nous sommes au courant de ce problème et que nous faisons le nécessaire pour y remédier alors qu'il n'a rien fait à la Chambre à ce sujet pendant les années où son parti était au pouvoir.

\* \* \*

*[Français]***LA DÉFENSE NATIONALE**

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LA PRÉTENDUE  
DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FRANCOPHONES QUI  
ÉCHOUENT À UN COURS D'ANGLAIS

**Mme Lynn McDonald (Broadview—Greenwood):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable pour les langues officielles. Selon un reportage de Radio-Canada, les francophones sont les victimes de discrimination au ministère de la Défense nationale.

Est-ce que le président du Conseil du Trésor peut confirmer que cette discrimination se produit, c'est-à-dire que les francophones qui échouent à un cours d'anglais reçoivent une note à cet effet dans leur dossier, alors que les anglophones qui échouent à leur cours de français ne reçoivent pas une telle mention.

Est-ce vrai? Et qu'est-ce que le ministre va faire pour éliminer cette espèce de discrimination?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, j'ai pris connaissance effectivement du rapport

troublant diffusé hier soir par Radio-Canada. A la première heure ce matin, j'ai convoqué le ministre de la Défense nationale pour lui en parler. Une enquête est présentement en cours et je ferai un rapport plus détaillé à la Chambre en temps opportun.

Mais si ce genre de comportement est vrai, il est complètement inacceptable et va à l'encontre des politiques les plus fondamentales de cette Chambre et de ce pays.

*[Traduction]*

ON DEMANDE UN EXAMEN DES MANUELS DU MINISTÈRE

**Mme Lynn McDonald (Broadview—Greenwood):** Monsieur le Président, je suis très heureuse de la réponse du premier ministre au sujet de cette importante question. Pourrait-il confirmer qu'il y aura un examen des manuels, qui selon le rapport auraient exigé cette situation, pour en éliminer toute forme de discrimination?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, le ministre de la Défense nationale me l'a assuré et il effectuera une enquête complète pour que les critères soulevés par ma collègue soient effectivement respectés, que l'esprit et la lettre de la loi qui gouverne notre conduite nationale soient toujours pleinement observés.

**M. le Président:** J'avertis les députés que je donne encore la parole à la députée de Mount Royal et au député de Swift Current—Maple Creek, et que ce sera tout pour la période des questions.

\* \* \*

**LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**

KURT WALDHEIM—L'ALLOCATION DE RETRAITE VERSÉE PAR  
LES NATIONS UNIES

**Mme Sheila Finestone (Mount Royal):** Monsieur le Président, il est plutôt ironique que l'affaire Kurt Waldheim resurgisse en ce moment. Dimanche dernier, des milliers de personnes dans le monde participaient à des cérémonies commémoratives non confessionnelles pour rappeler le génocide le plus abominable, l'holocauste.

Voici la question que je veux poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné que les activités de M. Waldheim sont incompatibles avec les principes et la raison d'être des Nations Unies, et comme son allocation de retraite de 81 650 \$ représente un crédit facultatif de l'Assemblée générale, le ministre donnera-t-il suite à ma requête antérieure, soulèvera-t-il la question aux Nations Unies et se prononcera-t-il contre le paiement de cette allocation?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, nous soulevons la question aux Nations Unies et je tiendrai la députée au courant des répercussions de cette initiative.